

Education

Une déconstruction méthodique...

Parvenir en plein débat budgétaire à monopoliser l'actualité sur la lecture imposée d'une lettre de jeune résistant communiste, occulter les milliers de suppressions de postes, essayer de vendre aux parents (et aux instits !) la suppression du samedi matin contre un accompagnement éducatif aléatoire, c'est assez fort...

Sur fond des credos libéraux de la réduction des dépenses publiques et du « travailler plus pour gagner plus », le budget 2008 entérine la suppression des 11 200 postes (dont 8 770 enseignants du second degré) et inscrit un recours massif aux heures supplémentaires (75 600 pour compenser 4 200 suppressions de postes et 1 199 000 heures défiscalisées pour les études dirigées après la classe...). Conséquence logique : 4 000 postes en moins aux concours de recrutement d'enseignants!

Pendant que la commission Pochard occupe les organisations syndicales sur un « métier » dont on peut être sûr qu'il évoluera mais pas en mieux, Darcos, lui, ne perd pas le fil : des projets, il en a, il les annonce...

Pour le second degré...

Même différenciés, ils poursuivent le même objectif : déconstruire les acquis du service public, réduire l'offre d'éducation, repérer et sélectionner, évaluer pour « mieux » piloter.

Ainsi, dans le second degré, au delà de la suppression de milliers de postes dans les années à venir, il annonce la remise en question du collège unique, la diminution des horaires élèves en lycée, il prépare une réforme de l'orientation, de la classe de seconde, des bacs (y compris pro). Il affiche (en heures sup !) une priorité à un « accompagnement éducatif » en ZEP qui légitimerait un « moins d'école » pour tous, une confusion des rôles entre Etat et collectivités territoriales, une



PHOTO : MONIQUE MIGNEAU

Le 20 Novembre, toujours là, malgré la pluie et la nuit.

Budget 2008 : 59,26 milliards

Effectifs : 1 022 641 ETPT (emplois équivalents temps plein).

- ✓ enseignement public du 1^{er} degré : 16,66 Mds
- ✓ enseignement public du 2nd degré : 28,34 Mds
- ✓ « vie de l'élève » : 4 Mds
- ✓ enseignement privé 1^{er} et 2nd degrés : 6,88 Mds
- ✓ soutien à la politique de l'éducation : 2,09 Mds
- ✓ enseignement technique agricole : 1,26 Mds.

externalisation de certaines disciplines. Avec au programme pour les enseignants, au mieux une bivalence économe de moyens et une évaluation méritante (les résultats des élèves...).

... Et pour le premier

A la veille de la grève, Darcos met brutalement sur le tapis ses propositions pour l'école primaire...

Il avait fait début novembre une première provocation sur le service minimum, tablant sur un « accord » avec les partenaires sociaux « l'année prochaine » qui obligerait les enseignants du primaire à assurer l'accueil des élèves en cas de grève.

Après l'annonce de la suppression du samedi matin (et sa volonté manifeste de piéger les organisations syndicales dans un affichage de « dialogue social »), il n'hésite pas dans ses 23 propositions à mettre en avant la réduction de l'échec lourd, à fustiger les conséquences des inégalités sociales ou à dénigrer le soutien scolaire marchand. Une rhétorique et une démagogie (on a même droit à l'expression consacrée du SNUipp sur le « plus de

maîtres que de classes ») qui ne résistent pas à la confrontation avec le budget ni à un examen plus attentif. L'objectif très libéral reste bien un service public réduit, des programmes révisés sur la base du socle commun, centrés (limités ?) sur l'apprentissage de la langue, une modification de la structure même des écoles : 24h pour tous (+ 2h à débattre !), un

risque de temps de travail des enseignants dissocié (qui fera quoi ? avec « ses » élèves ? avec d'autres ? et en maternelle ?), la remise en question explicite des deux-trois ans en maternelle et surtout de nouvelles dispositions d'évaluation des élèves et des personnels avec un renforcement de la hiérarchie.

Au cas où on n'aurait pas bien compris, la première version publique (immédiatement retirée !) faisait référence à des évaluations CE1 et CM2 conçues par rapport aux paliers du socle commun, à l'expérimentation d'EPEP avec une dotation de 20 000 euros par an pour le projet éducatif... Les éléments les plus provocateurs ont certes disparu, mais les EPEP sont déjà à l'ordre du jour du prochain Conseil Territorial de l'EN... Pour les autres, n'en doutons pas, ils réapparaîtront au détour de « discussions » qu'il faudra bien savoir rompre si nécessaire...

Plus de deux enseignants sur trois étaient en grève le 20 novembre, un atout dans la bataille du service public d'éducation à ne pas gâcher et pour construire la suite, vite... ●

ISABELLE SARGENI-CHETAUD

Questions « innocentes⁽¹⁾ » de la Commission Pochard :

- ✓ le problème est-il réellement un problème d'enseignant, n'est-ce pas plutôt le système qu'il faut changer en le structurant autour de l'établissement ?
- ✓ Y a-t-il un ou des métiers d'enseignants ? Ne faudrait-il pas différencier par niveau d'enseignement : maternelle, primaire, collège, lycée ?
- ✓ Pour éviter les ruptures entre le primaire et le collège, ne faudrait-il pas une bivalence des maîtres en collège ?

1) à l'occasion de l'audience FSU.